



Collectif
de Montrouge

**1000 citoyen-ne-s en colère
sauvent la Sécu de Montrouge**

Nous avons parfois du mal à être remboursés de nos frais médicaux (spécialistes, hôpital) ou un point administratif à régler.

Dans certains cas, il est indispensable de rencontrer des agents de la Sécurité sociale.

Le centre de Montrouge, rue Victor Hugo, est un service public de proximité essentiel.

Mais les gestionnaires voulaient le fermer. Car à leurs yeux, les services publics ont le tort de coûter trop cher.

Le centre de Sécurité sociale de Montrouge échappe aujourd'hui à la fermeture définitive grâce à l'action des citoyens.

La mobilisation de terrain permet de le conserver.

C'est une grande victoire.

L'Histoire d'un mauvais coup

En février 2012, la direction de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) des Hauts-de-Seine annonce la fermeture imminente de **19 centres locaux** de Sécurité Sociale **dont celui de Montrouge**.

Une pétition syndicale et des démarches répétées de Marie-Hélène Amiable, maire de Bagneux et alors députée de Montrouge, permettent de repousser ce projet.

Mais passées les élections et les promesses, l'austérité présentée comme seul horizon possible se remet en marche.

Le 7 février 2013, le directeur de la CPAM du 92 renouvelle devant l'assemblée des maires des Hauts de Seine ce projet de fermeture des 19 centres, utilisant le seul discours comptable.

Les chiffres et « justifications » avancés à l'occasion de cette réunion sont éloquentes :

- **en 1981**, les 3200 agents des centres de Sécurité sociale du 92 traitaient 37000 dossiers par jour, **en 2011**, les 1500 agents traitent 110000 dossiers par jour **soit des effectifs divisés par 2 pour 3 fois plus de travail**
- arguant de l'avancée des fermetures dans d'autres départements, il fut signalé qu'un site traite 29000 dossiers par jour contre 40000 en moyenne au niveau national
- son patrimoine immobilier s'étant réduit à « *87% seulement* » (*sic*) de sa surface initiale sur la même période, **l'objectif de la CPAM est de céder 200000 m²**

Pas un mot sur le service de proximité rendu aux usagers, ni les conditions de travail du personnel, tout un programme !

Le collectif Front de Gauche de Montrouge se réjouit de cette victoire des citoyen-ne-s qui prolonge l'action des syndicalistes de l'an dernier.

Cela prouve qu'aucune politique d'austérité, à quelque niveau que ce soit, n'est une fatalité. Nous nous félicitons qu'au niveau départemental le Front de Gauche et toutes ses composantes continuent de mener la bataille pour qu'aucun centre de Sécurité Sociale du département ne ferme.

Le collectif Front de Gauche Montrouge

Pour nous joindre ou nous rejoindre : fdgmontrouge@gmail.com – facebook.com/fdgmontrouge – [twitter : @fdg_92120](https://twitter.com/fdg_92120)

Les responsables politiques de Montrouge se sont contentés du service minimum : en décembre 2012, le maire UDI a envoyé une lettre au directeur de la CPAM et la députée PS a posé une question écrite à Marisol Touraine, ministre des Affaires Sociales.

Les deux démarches n'ont eu pour seule réponse que l'annonce du projet de fermeture 2 mois plus tard, à laquelle ils n'ont pas réagi.

Pendant ce temps-là...

Le collectif Front de Gauche de Montrouge prend l'initiative d'une pétition pour le maintien du centre de Sécurité sociale de Montrouge.

Europe Ecologie Les Verts et le POI se joignent à cette action et font signer aussi la pétition.

Plus de 1000 citoyen-ne-s de Montrouge ont signé cette pétition en moins d'un mois.

Marie-Hélène Amiable, maire de Bagneux, écrit et intervient auprès de Marisol Touraine, ministre des Affaires Sociales.

Le résultat aujourd'hui est cette victoire avec l'annulation de la fermeture du centre.

Est-ce le drame de la tentative d'immolation d'un usager au centre de Sécurité sociale de Bagneux, heureusement évitée par l'intervention des usagers et personnels présents, qui a finalement contraint la directrice adjointe à déclarer que la fermeture du centre de Montrouge n'était pas (ou plus ?) envisagée ?